

9.1.2 Valeur ajoutée par secteur d'activité

L'année économique 2009¹ à La Réunion est marquée par la crise la plus importante depuis 1993. La valeur ajoutée (VA) des branches d'activité, qui est le solde de la production diminué des consommations intermédiaires, diminue de 2,3 % en valeur par rapport à 2008. La production baisse de 1,3 % mais dans le même temps les consommations intermédiaires s'accroissent légèrement (+ 0,2 %).

Le bâtiment et les travaux publics subissent la plus forte baisse de valeur ajoutée (- 20,2 %) sous l'effet notamment d'un resserrement de l'accès au crédit, d'un net ralentissement de la demande de biens immobiliers alimenté par les incertitudes liés au mécanisme de défiscalisation et par l'achèvement de grands travaux (route des Tamarins, etc.). Un effet d'entraînement propage la baisse d'activité à des secteurs qui sont liés au bâtiment, dans l'industrie (- 12,9 %) notamment, en particulier le ciment et la métallurgie, mais aussi la promotion immobilière.

La valeur ajoutée des industries agroalimentaires recule également fortement, de 19,3 %, suite à la conjonction d'une baisse de la production de 9 % et d'un maintien du coût des consommations intermédiaires (- 0,5 %).

La valeur ajoutée du commerce baisse moins sensiblement (- 6,6 %). Le commerce automobile et le commerce de détail reculent, alors que la valeur ajoutée du commerce de gros croît légèrement en 2009.

Le transport est également en retrait (- 7,7 %), le transport terrestre et les services auxiliaires de transport étant particulièrement touchés.

Les autres services marchands, qui représentent plus du quart de la valeur ajoutée totale,

se replient légèrement de 0,7 %. Les services aux entreprises perdent 10 % de leur valeur ajoutée notamment les activités liées à l'emploi et les activités de location. La valeur ajoutée des services aux particuliers s'apprécie en revanche de 1,4 % et celle des activités immobilières de 2,9 %.

La valeur ajoutée des activités financières a fortement progressé (+ 16,3 %). La baisse des taux d'intérêts sur les marchés monétaires alliée à une relative inertie des taux d'intérêts sur les crédits consentis ont contribué à ce rebond.

La valeur ajoutée des activités principalement non marchandes (administrations publiques, éducation, santé, action sociale) représente 37 % de la valeur ajoutée de l'économie réunionnaise. Elle a crû de 4,5 % en 2009. ■

Définitions

Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La VA est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Consommations intermédiaires : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la VA, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production.

Taux de marge (EBE/VA) : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

Revenu mixte : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Pour en savoir plus

- Boé J., « Résultats comptables des entreprises réunionnaises en 2010 - Les entreprises marchandes dégagent 6 milliards d'euros de valeur ajoutée », Informations Rapides Réunion n° 287, décembre 2013.

1. La valeur ajoutée par branches d'activité ne peut être calculée que lors de l'élaboration des comptes définitifs. Les derniers disponibles pour La Réunion datent de 2009.

Valeur ajoutée par branches d'activité¹ à La Réunion

en millions d'euros

	2008	2009	Structure en %	Évolution en %
Agriculture, sylviculture et pêche	159	141	1,0	-11,2
Industrie agroalimentaire	410	331	2,4	-19,3
Autres industries, énergie et eau	731	637	4,6	-12,9
Bâtiment et travaux publics	1 259	1 004	7,3	-20,2
Commerce	1 741	1 627	11,8	-6,6
Transports et entreposage	497	459	3,3	-7,7
Activités financières	503	585	4,2	16,3
Autres services marchands ²	3 982	3 955	28,7	-0,7
Éducation, santé et action sociale	3 460	3 558	25,8	2,8
Service de l'administration publique	1 380	1 497	10,9	8,5
Valeur ajoutée brute	14 122	13 794	100,0	-2,3

Source : Insee, Comptes économiques régionaux (comptes définitifs base 2005).

1. La valeur ajoutée par branches d'activité ne peut être calculée que lors de l'élaboration des comptes définitifs. Les derniers disponibles pour La Réunion datent de 2009.

2. Y compris hôtels-restaurants.

Production et partage de la valeur ajoutée¹ en 2009 à La Réunion

en millions d'euros

	Production	Valeur ajoutée (VA)	VA/production en %	EBE ² /VA en %	Rémunération des salariés ³ /VA en %
Agriculture, sylviculture et pêche	340	141	41,4	71,2	34,8
Industrie agroalimentaire	1 217	331	27,2	41,1	58,7
Autres industries, énergie et eau	1 644	637	38,7	23,0	66,5
Bâtiment et travaux publics	2 546	1 004	39,4	33,5	64,6
Commerce	3 129	1 627	52,0	30,6	61,5
Transports et entreposage	1 248	459	36,8	16,2	83,5
Activités financières	1 004	585	58,3	46,0	49,2
Autres services marchands ⁴	6 045	3 955	65,4	61,9	36,2
Éducation, santé et action sociale	4 277	3 558	83,2	25,8	72,9
Service de l'administration publique	2 044	1 497	73,3	14,9	84,2
Ensemble	23 494	13 794	58,7	37,3	60,0

Source : Insee, Comptes économiques régionaux (comptes définitifs base 2005).

1. La valeur ajoutée par branches d'activité ne peut être calculée que lors de l'élaboration des comptes définitifs. Les derniers disponibles pour La Réunion datent de 2009.

2. Excédent brut d'exploitation.

3. Il s'agit uniquement des rémunérations des salariés. En effet, la rémunération des entrepreneurs individuels est contenue dans leur revenu mixte (le solde de leur compte d'exploitation). Leur revenu mixte est inclus dans l'EBE.

4. Y compris hôtels-restaurants.

Avertissement : Les résultats des comptes de La Réunion et de l'enquête Esane portent sur des champs différents. Les comptes concernent l'ensemble de l'activité alors que l'enquête ne porte que sur les activités marchandes (hors agriculture et secteur financier).

Les ratios obtenus peuvent être très différents sur des branches pour lesquelles le non-marchand est important (éducation, santé). Par ailleurs les comptes retiennent des informations administratives plus fiables notamment sur les impôts et taxes, ce qui modifie certains soldes comme l'EBE.